

Depuis bientôt une semaine les violons ne accordent pas entre dirigeants de l'Institut supérieur pédagogique de Bukavu. Selon source digne de foi, est le non-respect clauses de l'ordonnance loi n° 81-146 du 3 octobre 1981 sur la délimitation du nombre membres du Conseil direction qui serait la base du climat sain paralysant toute activité sur le mont hungu.

A cet aspect déjà lant se greffe ceux falsification des documents par la direction générale et du logement à propos duquel l'avisité régionale, le citoyen Endjonga Gouverneur intérimaire du Kivu affirmé que les 2/3 salaires promis aux professeurs seraient débloqués et logés des banques locales. D'ici là, il est souhaitable que les esprits de Muhungu ne fassent pas les dégoûtés pour servir à quelque chose. Scientifiquement lant.

Barhayiga Shafari

nhart des Pays Bas le proclamant Grand protecteur de la nature c'est d'exercer une action de vigilance et de dénonciation de ceux qui sabotent cette action personnelle du Maréchal du Zaïre.

Il est en outre évident que plusieurs vies humaines sont en danger comme l'affirme si bien notre correspondant Okende Omedjela. Si chaque avion atterrissant au Kivu contient tant d'explosifs grâce à l'ingéniosité de trafiquants qui soustrait ces cartouches aux yeux avisés, il y a motif de s'inquiéter. Nos agents pléthoriques enquiquinant les voyageurs sur nos aéroports, ports et gares devraient participer à cette lutte contre le trafic de cartouches.

Cette lutte ne doit évidemment pas rester l'affaire de petits. Ensuite les personnes (de l'AND - Auditorat - Justice - Territoriale - IZCN, la Presse) chargées d'appréhender ces truands devraient jouir de suffisamment de protection pour qu'elles ne soient pas soumises à toute forme de règlement de compte.

" JUA "

des mois allant jusqu'au 31 décembre 1985 se dérouleront en régions.

Kajangu Mususu.

## Editorial

Suite de la page 1

### HALTE AU TERRORISTE

Hélas, cette odieuse partie d'escrime politique n'a pu rencontrer l'assentiment Conseil exécutif qui dans sa réunion de vendredi 7 juin à Bandundu a révélé des faits d'une gravité extrême: 4 terroristes zaïrois 4 judas ont été formés et armés pour accomplir cette basse besogne. Ils seront prochainement présentés à la population.

Bien que Kadhafi entendait porter le poids du terrorisme international, appuyé dans ses desseins machiavéliques des régimes impodés et soudoyés par lui grâce à ces floots "pétrodollars", le Zaïre veut écrire lui-même son histoire sans une main étrangère définir son destin politique.

Puisque Kadhafi a mis bas son masque et pris l'initiative de s'attaquer sur l'initiative de la personne du Guide Mobutu qui accepte alors les conséquences qui découlent de son dangereux acte. Puisque il a sur son dos les 30 millions des Zaïrois vont lui barrer la route et juguler le diabolique dessein afin de préserver l'unité nationale chèrement acquise.

Ainsi donc les menaces de Kadhafi ne peuvent que nous ouvrir les yeux pour contenter viles intentions et celles de ses complices qui souhaitent voir le Zaïre et sa population croupir dans la misère, la pauvreté et la désolation.

JUA

## Enquête. Le trafic des cartouches : une affaire "des grosses légumes" !

Suite de la page 1

Un conservateur de l'IZCN flairant quelque chose d'insolite dans ces colis qu'à Goma et Kavumu on entourait d'un aussi grand soin, prie l'officier supérieur d'ouvrir les colis sur lesquels on pouvait d'ailleurs aisément lire ses noms et adresse. Interrogatoire rapide, aveu, saisie conservatoire des deux colis que le conservateur, compte tenu du rang élevé du destinataire et l'importance de la pièce à conviction (4000 cartouches pour calibre 12), dépose au bureau du secrétaire particulier du vice-gouverneur. Alors un véritable branle-bas, mieux un chassé-croisé est observé.

Le 27 mai, un capitaine des FAZ se présente chez le secrétaire particulier du Vice-gouverneur et ressaisit les 2 colis.

Alors que Kinshasa se met à réagir, le Vice-Gouverneur s'enquiert auprès de son secrétaire particulier pour que la surveillance de 2 colis soit renforcée. Coup de théâtre : le Vice-Gouverneur apprendra amèrement que son secrétaire particulier a livré les 2 colis. Le secrétaire particulier est révoqué.

A ce jour c'est la seule personne qui a payé dans cette affaire. Il convient de neutraliser rapidement les chefs de trois réseaux ci-dessous qui continuent à fonctionner sans heurts.

- A Goma, un lieutenant est à la tête d'un réseau qui dessert Goma, Rwindi, Beni et le Haut-Zaïre.

- A Bukavu un lieutenant-colonel et une citoyenne desservent Walikale et Luama (Maniema).

- A Kalemie, un autre officier supérieur dessert Luama et Baraka.

Il est heureux de constater que l'Auditeur supérieur est très conscient de la gravité du problème. Il s'est aussitôt saisi du dossier tant qu'il éclabousse, par la faute de quelques brebis galeuses, notre corps d'élite, les FAZ qui jouit du respect de tous les citoyens de ce pays.

Contacté à ce sujet ce vendredi 7 juin, l'Auditeur supérieur militaire a estimé qu'il serait prématuré d'informer tous les faits ayant trait à ce trafic. L'instruction étant ouverte à son niveau, la-

quelle mettra à nu les faits et leurs auteurs. Ces propos rencontrent du reste ceux de l'autorité régionale pour qui le passage des membres de l'Inspectorat des F.A.Z. au Kivu aura des répercussions de taille.

C'est cela qui nous fait taire les noms en notre possession pour permettre la poursuite régulière de l'enquête.

A ce propos, il est urgent que le Conseil de guerre de Sud-Kivu qui a saisi 47 pointes d'ivoire en provenance se prononce sur ce dossier relegué aux oubliettes. (lire notre Feux Rouges dans JUA n° 274 du 27 avril au 3 mai 1985).

Si ce trafic n'est pas arrêté à temps, il est évident qu'il deviendra un fléau et favorisera la recrudescence du braconnage. Notre souci est de contribuer à cette lutte d'autant que le Président-Fondateur, dans son discours d'investiture prononcé le 5 décembre 1984 insiste sur la collaboration de tous les citoyens du Zaïre. La meilleure façon de partager avec le Guide de notre révolution sa décoration de mérite du Prince Ber-

L'examen de la situation intérieure n'a pas omis la préservation du patrimoine historique du Zaïre par la réhabilitation des traces des vestiges du passé ainsi que la politique générale de l'emploi, le Plan quinquennal et le réajustement de la dette extérieure du Zaïre. A la lumière des conclusions de la réunion du Club de Paris et compte tenu du sérieux du Zaïre dans le respect de ses engagements, sur 95 % des échéances de 1985, un report d'un montant de 520 millions de dollars a été accordé à notre pays.

On notera enfin que les premières réunions

## ERRATUM

Dans notre édition numéro 276, une erreur historique s'est glissée quant à l'interview exclusive du Docteur Kabare Ntayitunda accordée à JUA. L'interview dont question se trouve dans l'édition 212 et rejetée dans la 213. Nos lecteurs voudront bien nous en excuser !

276

## Conseil Exécutif

### 4 comparses au service de la Libye démasqués !

Suite de la page 1

plomatique accrédité à Kinshasa, il s'est indigné de voir le manque de solidarité qu'ont affiché les pays membres de la CEPGL, de la Communauté économique de l'Afrique centrale et du Club UNDUGU, en permettant à l'homme d'Etat libyen de mener librement sa croisade dans la région.

Le septennat du social doit ensuite pouvoir porter des fruits palpables. C'est mue par cette préoccupation majeure que cette réunion s'est résolue de résorber la crise sociale au Zaïre en aidant en priorité les gagne-petit à souffler.

Il s'agit principalement de l'augmentation salariale de 15 % qui doit toucher la masse salariale des fonctionnaires les plus démunis, c'est-à-dire ceux nommés par arrêtés : du huis-sier à l'attaché de bureau de 1ère classe pour les civils et du soldat de 2ème classe à l'adju-

dant-chef pour les militaires. Les derniers d'entre eux verront ainsi leur salaire net passer de 270 à 700 Z. par mois.

Il a également été question à Bandundu de l'Enseignement et de la Justice. Compte tenu d'une agitation constatée au niveau de l'enseignement supérieur et universitaire par des agents "assainis" et puis réhabilités grâce à la compréhension personnelle du Chef du Parti, le département concerné a été chargé de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que des mesures sévères aident à mettre fin à tout désordre.

Quant à la Justice, il sera institué à partir de Kinshasa un programme d'exécution des travaux forcés par les détenus pour leur meilleur encadrement. Si l'expérience réussissait à Kinshasa, le mouvement pourrait s'étendre dans les régions.